



Stop ça suffit !

1^{er} avril toutes et tous en grève !



EDO, DPA, contrats d'engagements, CRE rénové, accompagnement intensif, XP en pagaille...

Ces changements bousculent nos organisations de travail et les transforment en profondeur.

Surchargés entre ordres et contre-ordres, des collègues craquent, des collectifs se divisent, des tensions montent.

La perte de sens, tous les agents la ressentent et en souffrent et se répercute sur les usagers.

Stop ça suffit !

La CGT reste convaincue que cette Loi Plein Emploi va dans le mauvais sens, et donc nous continuons à la combattre.

Nous le regrettons, cette position n'est pas partagée par l'ensemble des organisations syndicales.

Le 5 décembre 2024, nous étions 13 000 agents en grève ! Face à cette colère massivement exprimée, la Direction Générale a annoncé une augmentation de 1,75% des salaires ! Le gouvernement Barnier étant tombé, par la pression de la rue et à l'Assemblée Nationale, la suppression de 500 postes est tombée aussi. Cette augmentation des salaires est insuffisante, la menace de suppressions de postes continue de planer et les revendications contre la casse de nos missions n'ont pas eu de réponse. Par contre le 5 décembre démontre une chose : seul le rapport de force permet de gagner !

La CGT appelle toutes et tous à se mettre en grève le 1^{er} avril !

4 raisons pour faire grève le 1^{er} avril !

Le maintien de toutes nos missions au service des besoins des usagers !

Nos missions originelles sont de plus en dévoyées. Le déploiement de la Loi Plein Emploi, dont les EDO, DPA, le Contrat d'Engagement, le CRE rénové et l'accompagnement intensif réoriente nos efforts pour « surveiller » et « sanctionner ».

On est loin des besoins réels des publics qu'on accompagne. La perte de sens est partout.

Pas touche à nos missions !

La revalorisation des salaires et traitements !

La Négociation Annuelle Obligatoire n'est pas encore ouverte, qu'on sait déjà qu'il n'y aura pas d'augmentation de salaire.

Pourtant l'inflation de ces dernières années n'a pas été compensée. L'inflation continue, de plus en plus d'agents galèrent tous les mois. De plus, les augmentations doivent servir à reconnaître nos efforts au quotidien.

Augmentez nos salaires !

L'arrêt du recours massif à l'externalisation et à la privatisation de nos missions !

Ateliers, prestations... avec la Loi Plein Emploi, l'externalisation s'est accélérée encore, au nom du « gain d'efficacité ». Cela permet surtout la création de marchés juteux. **Pas de profits sur l'accompagnement !**

En un chiffre : **466 000 000 €** c'est le budget annuel de France Travail pour sous-traiter nos missions. **On pourrait recruter 10 000 conseillers payés à 2000 € net avec ce budget !**

L'augmentation des effectifs et la titularisation des collègues en contrat précaire !

Chaque année, on doit rendre des postes, comme si on n'était pas surchargés ! Le déploiement de la Loi Plein Emploi se fait à marche forcée. On doit en faire toujours plus, avec toujours moins de moyens. **Stop ça suffit !**

Il faut des recrutements à la hauteur de nos besoins réels dans les sites et services !

En premier lieu, nos collègues en contrat précaire doivent être titularisés (s'ils le souhaitent).

Flashez le code
pour vous
syndiquer

